



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STOCKMEIER (ex QUARON)

3 rue de la Buhotière
ZI de la Haie des Cognets
35136 Saint-Jacques-De-La-Lande

Références : 2025_UD33_440

Code AIOT : 0005200707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement STOCKMEIER (ex QUARON) implanté ZI Auguste 4 chemin Auguste 33610 Cestas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKMEIER (ex QUARON)
- ZI Auguste 4 chemin Auguste 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005200707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société STOCKMEIER exploite, sur la commune de Cestas, un site de stockage, de conditionnement et de distribution de produits chimiques. L'établissement stocke notamment :

- des substances et préparations dangereuses pour l'environnement, très toxiques pour les organismes aquatiques autorisées au titre de la rubrique 4510-1,
- des substances toxiques par toutes voies, inhalation ou ingestion autorisées au titre des rubriques 4120-2-a, 4130-2-a et 4140-2,
- des liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 autorisées au titre de la rubrique 4331-2.

Le site est classé SEVESO seuil bas.

L'établissement est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1991, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 10 avril 2008 relatif aux rejets aqueux du site, et du 14 mars 2016 relatif aux mesures de maîtrise des risques.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 PFAS mousses
- AN25 Prélèvements envtx
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	Modifications – zones emballages vides	Arrêté Préfectoral du 14/03/2016, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
4	Réservoirs enterrés de liquides inflammables – équipements annexes	Arrêté Ministériel du 18/04/2018, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les actions nationales "perte d'utilités", "PFAS", "premiers prélèvements environnementaux" et sur les suites de l'inspection précédente. Elle a mis en évidence la nécessité de mettre en place certaines actions correctives, mais n'a pas mis en évidence de non conformités majeures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux

installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- les modalités d'alimentation électrique du site ;
 - les utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou des mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations ;
 - la stratégie en cas de perte d'utilité interne ou externe ;
- Cf partie confidentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de fournir la durée de fonctionnement des batteries alimentant la détection incendie du bâtiment de stockage de liquides inflammables notamment et des batteries alimentant les boutons poussoirs déclenchant les alarmes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des

<p>dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p> <p>- [...]</p> <p>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une fiche de mise en service intégrée dans le POI ; - d'une fiche de remise en service des équipements, intégrée dans le POI. <p>Mais l'exploitant ne dispose pas d'une procédure écrite définissant la stratégie à appliquer en cas de coupure d'électricité.</p>
--

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant définit une stratégie écrite en cas de coupure électrique pouvant aller jusqu'à 48 heures. Cette procédure doit notamment décrire l'arrêt de l'activité et sa mise en sécurité, en précisant la liste des équipements de sécurité dont l'alimentation électrique est nécessaire et la procédure à réaliser lors de la mise en sécurité comme le fait que la détection est alimentée par des batteries et la surveillance du site en cas de défaillance des batteries.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Modifications – zones emballages vides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2016, article 2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modifications – zones emballages vides</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant portera à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation et d'analyse, tout élément important et (avant sa réalisation) toute modification de nature à entraîner un changement notable au regard de la dernière étude de dangers. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, l'inspection demandait à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de préciser le modèle de calcul retenu pour la modélisation de l'ancienne zone de stockage d'emballages vides et les hypothèses retenues, - de justifier le choix du modèle GTDLI pour la modélisation de la nouvelle zone de stockage des emballages vides ainsi que les hypothèses retenus ayant conduit à ces distances d'effets ; - de procéder au marquage au sol de l'ensemble de la nouvelle zone d'emballages vides afin de garantir le respect des dimensions mentionnées dans le porter à connaissance. <p>Il est à noter que par courrier du 15/11/2023, l'exploitant a porté à la connaissance du Préfet l'ajout de la nouvelle zone de stockage d'emballages vides. Ce porté à connaissance a donné lieu un à un arrêté préfectoral complémentaire du 27 février 2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la modélisation de la nouvelle zone de stockage des emballages vides avait été réalisée par une méthode similaire à celle proposée par le GTDLI, avec une vitesse de combustion de 18 j/m2/s compte tenu du combustible (plastique assimilés au polymère) ; - que la méthode utilisée pour la modélisation de l'ancienne zone d'emballages vides est basée sur une hauteur de flamme calculée selon la formule de Thomas. <p>Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que le marquage au sol de l'ensemble de la nouvelle zone de stockage vides avait été réalisée.</p> <p>Néanmoins, l'inspection a permis de constater que l'ancienne zone d'emballages vides n'est pas bien délimitée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier la valeur prise pour la vitesse de combustion dans le cadre des modélisations d'un incendie de la nouvelle zone de stockage d'emballages vides, car cette valeur paraît faible.</p> <p>L'exploitant procède au marquage au sol de l'ensemble de l'ancienne zone d'emballages vides.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2018, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs enterrés de liquides inflammables – équipements annexes
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements annexes d'un réservoir enterré sont notamment les tuyauteries associées, le limiteur de remplissage, le dispositif de détection de fuite et ses alarmes, le dispositif de jaugeage, les événements et les dispositifs de récupération des vapeurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en place des dispositifs de récupération de vapeurs au niveau des cuves de solvants enterrées dans un délai de 3 mois ou de justifier à l'inspection que cette disposition n'est pas applicable à ses installations. - de mettre à jour la numérotation des cuves dans l'armoire des alarmes afin d'identifier facilement la correspondance alarme/cuve, - de tracer pour chaque cuve ou compartiment de cuve la date de chaque réapprovisionnement de produit présent dans la double enveloppe, les quantités correspondantes, et les dates de déclenchement d'alarme afin d'identifier toute fuite. <p>Lors de l'inspection du 5 juin 2025, il a été constaté la numérotation des cuves dans l'armoire des alarmes.</p> <p>L'exploitant a également indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que chaque réapprovisionnement de produit présent dans la double enveloppe est tracé dans un registre, avec les quantités correspondantes ; - que les détecteurs de fuite sont testés à l'eau une fois par semestre. <p>Concernant les dispositifs de récupération de vapeurs de cuves de solvants enterrées, l'exploitant a indiqué notamment, par courrier du 16/09/2024 que :</p> <p><i>"l'arrêté du 18/04/2008 liste à l'article 3 les dispositifs de récupération de vapeurs comme l'un des équipements annexes d'un réservoir, sans en préciser le caractère obligatoire."</i></p> <p>L'établissement est notamment réglementé par les arrêtés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; - du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331,

<p>4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Aucun de ces arrêtés n'impose la mise en place de dispositifs de récupération de vapeurs au niveau des cuves de solvants enterrées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Installations de protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations de protection contre la foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...]</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de justifier que la non-conformité des installations de protection contre la foudre relevée lors du contrôle visuel de novembre 2023 est sans objet ou corrige cet écart.</p> <p>L'exploitant a contacté son prestataire BCM foudre, après cette inspection, qui a reconnu que la non-conformité relevée était une erreur, et a corrigé son rapport en conséquence.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

[...]

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Lors de l'inspection précédente, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de lever les 7 non conformités mises en évidence lors du dernier rapport de contrôle des installations électriques du 19/01/2024.

Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni le registre des mises en conformités des installations électriques réalisées depuis ce contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Risques accidentels, Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 14/156. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au

<p>PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p> <p>La Commission Européenne a publié le 5 mai 2025 un règlement délégué modifiant l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA. Celui-ci acte notamment le report au 3 décembre 2025 de la date d'interdiction des mousses anti-incendie contenant des PFOA vs le 4 juillet 2025</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été contrôlé la présence d'un GRV d'émulseur contenant des PFOA. L'exploitant a indiqué, à l'inspection des installations classées, que son remplacement par un GRV d'émulseur non fluoré était prévu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant portera à la connaissance de l'inspection le protocole mis en place pour changer l'émulseur afin de conserver un système d'extinction opérationnel en tout temps (Étude hydraulique, travaux, nettoyage, élimination de l'émulseur, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Notification des stocks de PFOA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie 9/1021</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>

Constats :
L'exploitant doit transmettre à l'autorité compétente (DGPR) les stocks d'émulseur contenant du PFOA sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'autorité compétente (DGPR) les stocks d'émulseur contenant du PFOA sur le site, s'il ne l'a pas fait.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]
Constats :
Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose d'un contrat avec l'APAVE afin d'effectuer les premiers prélèvements environnementaux suite à un incendie. Ce contrat précise les substances pouvant se trouver dans les milieux "air", "eau" et "sols".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie du respect de l'ensemble des prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Le cas échéant, l'exploitant précise le calendrier pour se mettre en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois